

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 512
Juillet-Septembre 2014
51^e année -1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- A bas les nouvelles exactions criminelles de l'Etat israélien! Solidarité avec les masses prolétariennes palestiniennes!
- Notes de lecture: Mythe et réalité dans la Gauche communiste en Italie
- Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires, ou «l'opposition de sa majesté» confédérale
- A propos du 8 mars, «la journée de la femme»
- En Argentine, le trotskisme et la dette

Après le cessez-le feu à Gaza, l'oppression continue. La lutte continuera aussi!

L'intervention militaire israélienne à Gaza s'est donc terminée par un cessez-le-feu à la suite de quelques concessions du gouvernement d'Israël (consistant à revenir au statu-quo ante: réouverture partielle des points de passage à la frontière de la bande de Gaza, levée d'une diminution de la zone de pêche) et sans aucun doute de garanties du Hamas et du Jihad Islamique, les 2 organisations participant aux négociations indirectes avec le gouvernement israélien, sur le «maintien de l'ordre» dans le Territoire.

Dans les faits le blocus de la bande de Gaza (instauré par Israël et l'Egypte avec l'accord des impérialismes américain et européens, lors de l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2007) s'est à peine allégé alors que ses effets ont été renforcés par la destruction des tunnels de contrebande (qui permettaient de le contourner en partie en faisant arriver des produits indispensables à la vie des habitants) par l'Egypte (et accessoirement par les bombardements israéliens).

Le Hamas a célébré le cessez-le-feu comme une «victoire». Mais de quelle victoire s'agit-il? Sanglante démonstration de l'écrasante supériorité militaire israélienne, en 51 jours il y a eu 2140 morts parmi les Palestiniens (essentiellement des civils victimes des bombardements), contre 72 morts du côté israélien (à peu près tous des militaires tués lors de l'invasion terrestre de Gaza). Selon les chiffres de l'ONU, près de 500.000 habitants ont dû quitter leurs habitations durant l'intervention israélienne (soit près du tiers de la population); plus de 50 000 logements palestiniens ont été complètement détruits ou sont devenus inhabitables (5 fois plus que lors de la précédente agression israélienne), 220 écoles, 58 hôpitaux et cliniques ont été plus ou moins gravement endommagés de même que les réseaux d'eau et d'électricité. Des centaines d'«entreprises» ont été touchées, l'agriculture a subi des pertes sévères. Si le blocus n'est pas levé, estiment les institutions onusiennes, il faudra au moins 15 ans pour reconstruire et réparer les dommages...

Certes le prestige du Hamas s'est accru au niveau international pour avoir tenu tête à Israël; mais en réalité les autorités israéliennes

(Suite en page 2)

La bourgeoisie a célébré la mémoire des conflits mondiaux en parlant de paix, alors que partout elle sème la guerre

SOUVIENS-TOI DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE!

C'est l'adresse que la jeune Internationale Communiste adressait au prolétariat mondial en 1920. Elle ne le faisait évidemment pas comme les bourgeois et leurs valets pacifistes d'aujourd'hui au nom de la «réconciliation» entre les adversaires, et d'une nouvelle ère de paix qui devrait s'ouvrir. Cette adresse continuait:

Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant, quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement!

Plus de 90 ans se sont écoulés, 90 ans qui ont démontré la véracité des paroles de l'Internationale. Alors que la guerre de 14-18 devait être la «der des der», la guerre pour en finir avec les guerres, il n'a fallu attendre guère plus de vingt ans pour qu'éclate une nouvelle guerre mondiale, encore plus terrible et meurtrière que la première. Et s'il est vrai que soixante-dix ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, une troisième boucherie mondiale n'a pas éclaté, c'est parce qu'à la différence de la première, arrêtée par la révolution prolétarienne en Russie et la vague révolutionnaire en Europe occidentale, la deuxième avait pu aller **jusqu'au bout**, c'est-à-dire jusqu'à une destruction de forces productives - y compris la force productive humaine - suffisamment vaste pour que puisse redémarrer sur ces ruines un puissant nouveau cycle d'accumulation. Ce que les économistes bourgeois appellent sans honte les «trente glorieuses» (les tren-

te années qui vont de 1945 à 1975) ont vu une expansion sans précédent du capitalisme sur la planète. Dans cette période «idyllique» de croissance capitaliste où, au moins dans les grands pays capitalistes, les crises semblaient avoir disparu laissant la place à de simples «récessions» presque imperceptibles, les conflits et les guerres n'ont pas cessé de ravager le monde; mais ces conflits et ces guerres, où les grands impérialismes étaient impliqués, ne se déroulaient que dans des pays dits «périphériques» et ils étaient «localisés». Ils n'en démontraient cependant pas moins que le capitalisme est inséparable de la guerre.

LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA GUERRE COMME LA NUÉE PORTE L'ORAGE

Cette formule saisissante de Jaurès (2) est on peut plus exacte. Mais le grand orateur

Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!

L'internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire (1).

socialiste, s'il était un adversaire incontestable de la guerre, ce qui lui valut d'être assassiné quelques jours avant l'éclatement de la première guerre mondiale, n'était ni un marxiste ni un révolutionnaire. Sans doute avait-il signé des motions appelant à lutter contre la guerre «par tous les moyens», mais le moyen qu'il voulait d'utiliser, c'était la pression sur les gouvernements, que ce soit par des manifestations ou par des négociations dans les couloirs du parlement. Croyant que «le capitalisme le plus moderne à l'état organisé» était une force de paix (3), il prônait le recours à «l'arbitrage international» pour éviter les guerres. A la veille du déclenchement de la guerre il soutenait le gouvernement français qui selon lui «pratiquait une politique de paix», et il faisait même pression sur les dirigeants de la CGT pour qu'ils renoncent à la manifestation du 2 août contre

(Suite en page 2)

Petit dictionnaire des clous révisionnistes ACTIVISME

Battaglia Comunista n°6 (20 mars - 3 avril 1952)

Cet article d'Amadeo Bordiga, paru au moment de la scission avec le courant «Daméniste» (voir notre article sur le recueil de textes de Damen), fut publié sur deux numéros de Battaglia Comunista encore dirigé par notre courant. Il attaque l'activisme, c'est-à-dire l'activité déliée des principes, la recherche à tout prix de succès immédiats même si cela implique de briser l'homogénéité et la cohérence avec les principes et le programme qui doivent toujours guider l'action. L'acti-

On ne peut pas le considérer comme un «clou», c'est-à-dire une idée fixe, une manie délirante, parce qu'il ne s'agit pas d'une doctrine, d'une position théorique fondée sur une certaine analyse de la réalité sociale. Il suppose au contraire l'absence de travail théorique et un souverain mépris à son égard; quelques petites recettes tactiques et l'expérience de la manoeuvre politique, un empirisme borné, la routine organisationnelle et un jargon terminologique adéquat lui suffisent.

L'activisme n'est donc pas un «clou», mais le bouillon de culture de tous les «clous» et de toutes les fixations qui affligent périodiquement le mouvement ouvrier. Mais les poussées épidémiques d'activisme n'arrivent pas par hasard. On peut affirmer que la théorie marxiste s'est formée dans une lutte critique incessante contre les prétentions

activistes, qui ne sont en réalité que les manifestations sensibles du mode de pensée idéaliste. Les époques où le phénomène a atteint son maximum d'intensité ont été invariablement caractérisées par la victoire de la contre-révolution. En témoigne un passage d'Engels, tiré de l'article intitulé «Le programme des réfugiés blanquistes de la Commune» et publié sur le *Volkstaat* en 1874:

«Après l'échec de toute révolution ou contre-révolution, les émigrés qui ont fui à l'étranger déploient une activité fébrile. On fonde des groupements politiques de diverses nuances, dont chacun reproche aux autres d'avoir fait capoter le mouvement et les accuse de trahison et de tous les péchés mortels imaginables. En même temps on reste en contact étroit avec le pays natal, on s'organise, on conspire, on publie des tracts et des journaux, on jure qu'on remet-

tra ça dans les vingt-quatre heures, que la victoire est assurée, en prévision de quoi on répartit d'avance les postes gouvernementaux. Bien entendu, l'on va de désillusion en désillusion, et comme on n'attribue pas ces déboires aux conditions historiques inévitables qu'on se refuse à comprendre, mais aux erreurs fortuites d'individus, les accusations réciproques s'accumulent et cela se termine par une bagarre générale».

Remplacez l'époque qui a suivi la Commune, après une terrible et dévastatrice défaite du mouvement révolutionnaire, par n'importe quelle autre époque de reflux du mouvement et de victoire totalitaire de la réaction capitaliste; remplacez les réfugiés blanquistes par n'importe quel autre groupe d'enragés s'obstinant à nier les «conditions histo-

(Suite en page 4)

La bourgeoisie a célébré la mémoire des conflits mondiaux en parlant de paix, alors que partout elle sème la guerre

(Suite de la page 1)

la guerre afin de ne pas paralyser l'action de ce gouvernement! On comprend mieux pourquoi dans l'éventail politique français, tout le monde se réclame aujourd'hui de Jaurès: de Le Pen à Hollande, en passant par Sarkozy et Mélenchon, ils trouvent tous dans le patriotisme, le démocratisme et le légalisme de Jaurès, de l'eau pour leur moulin...

Mais les réformistes d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier: les «réformes» qu'ils mettent en oeuvre sont des contre-réformes dont le but est de réduire ou faire disparaître les avantages sociaux autrefois concédés aux prolétaires et de dégrader leurs conditions de vie et de travail pour le seul bénéfice des capitalistes. Sur le plan de la politique extérieure, ils ne dénoncent plus les guerres, mais ils les justifient (ou les dirigent).

Ce «tournant» ne date pas du dernier gouvernement Hollande, mais d'il y a cent ans: c'est en août 1914 que dans tous les pays, à de rares exceptions près, le mouvement socialiste, reniant toutes ses proclamations et tous ses engagements, se rallia à la guerre et entraîna le prolétariat dans la boue impérialiste.

Cette trahison était la conséquence dialectique inéluctable de la pratique réformiste et pacifiste suivie par les partis sociaux-démocrates, qui impliquait nécessairement contacts, négociations et compromis avec la bourgeoisie. A cause de leur refus de se placer sur le terrain de la **guerre de classe** contre le capitalisme, sa société et son Etat, ils furent contraints de soutenir la guerre de leur Etat contre les autres: on ne peut pas s'opposer réellement à la guerre bourgeoise si on n'est pas

sur des positions anti-bourgeoises.

Au moment où la bourgeoisie mobilise toutes ses ressources pour faire accepter à la population en général, mais tout particulièrement aux prolétaires, les efforts et les sacrifices impliqués par la guerre, il n'est possible de résister à contre-courant que sur des positions intransigeantes de classe, révolutionnaires et internationalistes, déjà adoptées et éprouvées dans la période de paix.

Ce fut le cas des rares exceptions dont nous avons parlé: en premier lieu le parti bolchevik, ainsi que les groupes qui étaient entrés en lutte contre la montée de l'«opportunisme» et du réformisme dans les partis socialistes.

Lénine et les bolcheviks exprimèrent de la façon la plus claire la position marxiste correcte en opposant la notion de **défaitisme révolutionnaire** au mot d'ordre de «défense de la patrie» (sans connaître le mot d'ordre bolchevik, les jeunes militants d'extrême-gauche dans le Parti Socialiste Italien qui allaient créer le courant de la Gauche communiste étaient sur la même position). **Les prolétaires n'ont pas de patrie**, disait le *Manifeste*, ce à quoi Jaurès et les réformistes répliquaient que c'était sans doute vrai en 1848, mais que les progrès de la démocratie avaient fait rentrer les prolétaires dans la communauté nationale: ils avaient maintenant autre chose que des chaînes, ils avaient désormais une patrie à défendre.

La ligne du défaitisme révolutionnaire fut spectaculairement abandonnée par le stalinisme dans les années trente quand il imposa à ses partis dans les pays «démocratique» de se rallier à la défense nationale (à partir de la signature du pacte Laval-Staline en 1935).

Maurice Thorez, le secrétaire-général du PCF déclarait: «*Ceux qui crient "plutôt la révolution que la guerre..." ou "Grève générale et non pas mobilisation générale" sont complètement en dehors du marxisme. Dans les conditions présentes ces phrases représentent un crime contre la classe ouvrière (...). De quelle impudence font preuve les espions trotskistes qui prétendent faire resurgir le mot d'ordre de Liebknecht "l'ennemi est dans notre pays"!*» (4).

L'abandon du défaitisme révolutionnaire, dont le corollaire était l'affirmation selon laquelle l'ennemi du prolétariat n'était plus d'abord sa propre bourgeoisie et son propre capitalisme, était la démonstration que le stalinisme se situait dans le camp de la contre-révolution.

POUR L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE DE CLASSE!

Nous ne sommes pas aujourd'hui à la veille d'une nouvelle guerre mondiale, même si c'est dans cette direction que se dirige inexorablement le capitalisme parce que c'est la seule solution qu'il puisse trouver pour surmonter ses crises toujours plus profondes. Mais les guerres «locales» et «limitées» ne cessent d'éclater ici ou là, et les prolétaires sont à chaque fois appelés à soutenir les intérêts de leur «patrie» – y compris à des milliers de kilomètres, y compris en écrasant encore plus des populations déjà opprimées par cette «patrie». Derrière toutes ces guerres il n'y a que des intérêts bourgeois, quel que soit le maquillage démocratique, religieux, ethnique ou autre, derrière lesquelles ils se cachent.

S'ils ne veulent pas servir de chair à

canon pour les intérêts de leurs exploités, les prolétaires ne peuvent pas embrasser un pacifisme non seulement impuissant mais en outre voué à se transformer en bellicisme, parce qu'il reste sur le terrain bourgeois; ils n'ont pas d'autre choix que la guerre de classe, que la lutte ouverte contre le capitalisme et contre toutes les camps bourgeois.

L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer les guerres, les exploitations, les tyrannies et les oppressions:

L'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dresse la classe prolétarienne contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte; l'action révolutionnaire qui regroupe les forces des prolétaires du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix comme en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes! (5)

(1) cf *Statuts de l'Internationale Communiste*, Moscou, juillet 1920

(2) Discours à la Chambre des députés, 7/3/1895

(3) Discours à la Chambre, 20/11/1911

(4) Déclaration au Comité Central du PCF, 21/11/1938

(5) *Guerre et crises opportunistes* (1945), Textes du PCInt n°4

Après le cessez-le feu à Gaza, l'oppression continue. La lutte continuera aussi!

(Suite de la page 1)

nes ne voulaient pas détruire cette organisation. Leur but était de lui faire comprendre par la force (ainsi qu'à son petit allié, le Jihad Islamique) qu'il devait, sous peine de mort, empêcher l'action à Gaza des groupes «incontrôlés»; mais il s'agissait aussi de terroriser la population palestinienne en général (pas seulement à Gaza) pour la dissuader de se lancer dans une nouvelle Intifada, selon ce que disaient des responsables israéliens eux-mêmes.

D'ailleurs Israël est si peu «battu» qu'alors que des négociations doivent s'ouvrir pour transformer le cessez-le-feu en un accord plus durable, son gouvernement a fait savoir de la manière la plus claire qu'il n'entendait en rien renoncer à sa politique de colonisation: il a décidé la plus grande confiscation de terres palestiniennes depuis 30 ans (en s'appuyant sur une loi recopiée de la législation ottomane du XIXe siècle!) pour édifier une nouvelle colonie (1)...

Il n'est cependant pas sûr que cette énième sanglante intervention israélienne ait davantage d'effet sur les masses palestiniennes que les précédentes. Il ne s'est pas agi cet été, comme l'a écrit sans sourciller un digne représentant de l'indifférentisme eurocentriste d'une «*crise entre Hamas et Israël: la barbarie de deux nationalismes continus*» (2), mais d'une manifestation particulièrement bestiale de l'oppression par Israël des populations palestiniennes, oppression qui s'exerce en permanence dans tous les domaines de la vie sociale même quand il n'y a pas d'état de guerre.

Face à cette oppression nationale, face à ce colonialisme, comme face à l'exploitation capitaliste qu'elles connaissent aussi, les masses palestiniennes se retrouvent tragiquement **seules**. Suivant avec empressement l'exemple américain, les *démocratiques* impérialismes occidentaux ont entériné les attaques israéliennes à Gaza avec cet

argument: «Israël a le droit de se défendre» (3); par la bouche de Poutine, la Russie, qui, il n'y a pas si longtemps jouait à l'amie des Palestiniens, a repris exactement le même raisonnement (4): pour les gangsters impérialistes, les oppresseurs ont bien évidemment le droit de se défendre contre les opprimés!

Les Etats arabes sont restés silencieux, l'Egypte d'Al Sissi remplissant sans hésiter son rôle d'allié d'Israël, y compris en interdisant toute manifestation de solidarité avec Gaza. Même l'Iran, soutien traditionnel du Hamas, n'a protesté que tardivement et du bout des lèvres.

Cette nouvelle *Sainte Alliance* a laissé les mains libres à Israël pour perpétrer ses crimes: dans un Moyen-Orient troublé et en pleine recomposition, le sort des masses palestiniennes est le cadet des soucis des bourgeois et des impérialistes...

Démonstration est une nouvelle foi faite que les prolétaires et les masses déshéritées palestiniennes ne peuvent trouver un soutien auprès d'Etats ou de partis bourgeois. Même le Hamas qui exhibe ses martyrs pour démontrer qu'il n'a rien à voir avec les valets d'Israël que sont les dirigeants de l'Autorité Palestinienne, ne cherche qu'à faire reconnaître officiellement par Israël et les impérialistes son rôle de garde-chiourme à Gaza.

Seul le prolétariat international, en renouant avec la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et l'ordre impérialiste mondial, pourra apporter une aide décisive aux prolétaires et aux masses de Palestine, comme des autres régions aujourd'hui écrasées sous le talon de fer de l'impérialisme.

Si éloignée semble-t-elle, c'est là la seule perspective réaliste pour briser l'isolement tragique des prolétaires de ces régions et mettre fin à la série interminable de massacres qui dure depuis des décennies.

(1) L'organisation pacifiste israélienne

«La Paix Maintenant» se lamente que cette décision est un «*coup de poignard dans le dos*» des «*modérés*» de l'«Autorité Palestinienne» de Mahmoud Abbas car ceux-ci auraient été prêts à accepter cette colonisation... mais seulement à l'issue des négociations à venir. cf *Libération*, 2/9/14. Mais depuis quand un maître prend-il en compte les desiderata de son valet?

(2) *Tendenza Comunista Internazionale (Battaglia Comunista)*, 12/7/14. Pour *Battaglia Comunista* la différence entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés que, selon Lénine, il ne faut jamais oublier si l'on ne veut pas tomber dans l'«*économisme impérialiste*», n'existe pas car c'est rien moins que l'oppression israélienne qu'elle fait disparaître!

On peut retrouver une position similaire chez *Il Partito Comunista* qui écrit: «*Prolétaires palestiniens et israéliens sont ainsi maintenus comme des rats dans une cage, dans le minuscule ghetto coincé entre le Jourdain et la mer, ivres d'idéologie patriotique et de sang, dans un jeu cynique et impitoyable entre les plus grands impérialismes*», *Il Partito Comunista* n°366, 20/7/14. Il PC ne semble pas s'être avisé qu'il existe une «*petite*» différence entre la situation des prolétaires souffrant de conditions de vie et de travail terribles dans une bande de Gaza soumise à un blocus depuis des années, bombardée et attaquée à intervalles réguliers, et celle des prolétaires israéliens (d'autant plus s'ils ne sont pas Arabes) à qui leur bourgeoisie peut concéder des avantages, en quelque sorte comme prix et garantie de leur soutien à l'oppression des Palestiniens. C'est pourquoi *Il PC* peut terminer sa prise de position en écrivant que ce que redoutent le plus les bourgeois israéliens et palestiniens, c'est... la formation de syndicats de classe, réunissant Palestiniens et Israéliens, et opposés aux deux nationalismes! En fait tant que les prolétaires de la nation oppresseuse (Israël) ne rompent pas avec la collaboration

de classe qui les rend complices d'une oppression exercée en leur nom, les appels à l'unité entre les prolétaires ne pourront pas se concrétiser.

(3) Le gouvernement socialiste français s'est distingué en étant le seul à interdire plusieurs manifestations pro-palestiniennes à Paris. Il n'a autorisé que les manifestations des organisations social-impérialistes (PCF, FG, CGT, etc.) où fleurissaient les drapeaux tricolores et qui demandaient que telle ou telle mesure contre la politique israélienne soient prises par le gouvernement – comme si celui-ci n'avait pas clairement dit dès le début qu'il soutenait Israël!

(4) *Israël Magazine*, 15/7/14.

« Il Comunista » Nr.135- Luglio 2014 Nell'interno

- Capitalisti e minatori: spietata ricerca del profitto capitalistico contro vite umane
- Su Europa ed elezioni europee. Ennesimo inganno per mascherare la brutale dittatura della classe dominante borghese! I proletari di ogni nazione rifiutino l'inganno elettorale e riconquistino il terreno dell'aperta lotta di classe nella prospettiva della rivoluzione anticapitalistica, unica via in ogni paese per emanciparsi dal vampiresco sfruttamento borghese!
- Abbasso le nuove criminali violenze dello stato israeliano! Solidarietà con le masse proletarie palestinesi!
- Spagna: La monarchia di Felipe VI e la III Repubblica non sono altro che forme di governo della classe borghese e quindi di sfruttamento e miseria per i proletari
- La donna e il socialismo (9) di A. Bebel. La posizione giuridica e politica della donna
- Dizionario: Difensismo - Intermedismo

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

A bas les nouvelles exactions criminelles de l'Etat israélien! Solidarité avec les masses prolétariennes palestiniennes !

Le jeudi Juin 12 au soir trois jeunes Gilad Shaar, Yifal Efrad et Naftali Frankel ont été enlevés par deux militants soupçonnés d'être liés au Hamas, l'organisation politique islamique, alors qu'ils faisaient du stop à un carrefour près de Gush Etzion, une colonie en territoire palestinien.

A partir de ce moment, il s'est écoulé 18 jours avant que les cadavres des trois jeunes colons aient été trouvés. Ces 18 jours ont coûté la vie à au moins 6 Palestiniens en Cisjordanie (dont un mineur), occasionné pas moins de 600 arrestations arbitraires, la fermeture d'innombrables centres et associations, y compris le cambriolage et le vol de médias étrangers (1), la fermeture de routes et autres quantité d'abus perpétrés par l'armée israélienne contre la population sous le prétexte de la recherche et de la capture des ravisseurs.

Cela a été également deux semaines d'une politique agressive et d'intimidation du gouvernement israélien accusant le Hamas de ce qui s'est passé, menaçant de mesures possibles de rétorsion pour désintégrer totalement cette organisation; et les appels aux responsables de l'Autorité Palestinienne (AP) d'Abu Mazen pour qu'ils prennent leur distance et rompent l'unité de la bourgeoisie palestinienne (2). Il n'a pas été surprenant de voir Abou Mazen s'empresse de condamner publiquement l'enlèvement, et ouvrir la possibilité d'une rupture avec le Hamas;

La fondamentaliste, réactionnaire et anti-ouvrière organisation Hamas a déclaré être étrangère à l'affaire, alors que son chef en exil, Khaled Mechaal, a déclaré que tout en ignorant ce qui s'était passé, il soutenait toutes les actions contre l'occupation israélienne (3). C'est à dire, quelles soient dirigées contre des prolétaires, des petits-bourgeois ou des militaires, sous-entendant ainsi que tout Juif est une cible.

Janin Zoabi, un député du parlement israélien membre la «coalition arabe», a déclaré que les membres du Hamas ne sont pas des terroristes mais des combattants de la liberté, (4), provoquant l'appel à son lynchage public : dans les différents réseaux sociaux beaucoup ont appelé à sa mort. Durant ces deux longues semaines, les membres de la droite radicale et fasciste sioniste qui tiennent le haut du pavé avec la complicité du gouvernement ont utilisé les déclarations de Janin Zoabi pour lancer des tirades racistes enflammées qui semblent être une parodie de la propagande troisième Reich. (5) «Mort aux Arabes», «Ce sont tous des ennemis!», «Supprimer les traîtres», «un bon Arabe est un Arabe mort», «La peine de mort pour les *mejablim* (terroristes en hébreu)»; et après que les cadavres aient été trouvés, nouvelle déferlante de «Mort aux Arabes», «Que l'armée les brûle», «La haine des Arabes n'est pas du racisme, il s'agit de valeurs». Et bien d'autres expressions racistes qui ont pénétré le prolétariat juif et les vastes couches moyennes, les rendant complices de ce délire raciste. (6)

MANOEUVRES ÉTATIQUES

Le dimanche 30 Juin, autour de 17 heures, dans le village de Halul, près d'Hébron, trois cadavres ont été trouvés, grâce à l'incorporation d'escadrons civils aux forces militaires (7). Peu de temps après il a été confirmé qu'il s'agissait des trois jeunes qui avaient été enlevés. Le gouvernement a tenu une réunion spéciale, pour décider comment réagir. Le Premier Ministre Netanyahu a promis des mesures de rétorsion, et des attaques sur Gaza, ainsi que la démolition des maisons des coupables présumés (8) ont commencé.

Après l'enterrement des jeunes lors d'obèques de masse, certains faits inconnus de l'opinion publique sont venus à la lumière. Le plus important de tous est l'enregistrement de l'appel téléphonique de l'un des otages à la police pour l'informer de l'enlèvement ; puis le bruit de coups de feu, apparemment

des cris de douleur des jeunes et de joie des ravisseurs (9). Tout cela n'a fait que confirmer les soupçons d'un assassinat délibéré étant donné qu'à aucun moment les ravisseurs n'ont avancé des revendications, et qu'aucune organisation n'a revendiqué l'enlèvement.

Autrement dit, le gouvernement savait presque avec certitude que les jeunes avaient été tués, mais il a néanmoins utilisé les canailles de médias, et ses canailles de mercenaires, pour justifier une opération menée conjointement avec l'AP corrompue et vendue (10) pour démanteler en Cisjordanie le parti Hamas qui était la cible principale de Netanyahu (11), et renforcer ainsi la domination de ses marionnettes dans la malheureuse Palestine occupée. Mais c'est et ce sera toujours le prolétariat arabe palestinien qui subit les conséquences directes de tout cela: assassinats, expropriations, détentions arbitraires et souffrances innombrables sont le pain quotidien de la population palestinienne. Et une fois de plus à la vue du monde entier, sans que cela ne suscite de réactions des dits «pays démocratiques»...

TERRORISME...

Les ravisseurs n'ont pas été retrouvés, mais ils ont déjà des noms pour les médias israéliens: Marwan Abu Eisha Kawasme et Amar, deux militants du groupe islamiste Hamas, qui dans le passé ont été détenus dans les prisons israéliennes. Il est vrai que le meurtre de trois jeunes, dont deux mineurs, simplement parce qu'ils étaient Juifs, sans aucun objectif politique défini, est une imbécillité criminelle, inspirée par la méthode de la haine raciale que le fondamentalisme islamique, ultra-nationaliste, réactionnaire et anti-ouvrier, inculque à ses militants, jeunes sans avenir ni perspectives.

Mais il demeure que ces attaques sont fondées sur une base matérielle bien réelle et tangible. L'occupation de l'Etat colon israélien qui foment l'oppression nationale et qui s'attache la bourgeoisie palestinienne représentée par l'AP pour opprimer la vaste prolétariat palestinien, avec des sociétés israéliennes qui paient en dessous du salaire minimum israélien dans les territoires occupés, engendrant une augmentation générale de la pauvreté qui a déjà provoqué manifestations et grèves contre le gouvernement palestinien, couplé avec l'oppression de la bande de Gaza et son blocus pour en faire un véritable ghetto : tout cela débouche inévitablement sur des réactions désespérées.

Le mécontentement du prolétariat palestinien envers une Autorité Palestinienne et des organisations nationalistes corrompues a en effet été récupéré par des organisations de type fasciste panislamique, qui promettaient de lutter contre la corruption et de rompre avec les capitulards du Fatah; malheureusement les forces prolétariennes n'ont pas pu trouver la voie de la lutte de classe en raison de l'absence du Parti de classe, causée par la défaite infligée depuis plusieurs décennies au prolétariat par l'opportunisme, en particulier par le stalinisme, fossoyeur de la Révolution d'Octobre et falsificateur de tout le programme communiste.

Ce sont les mêmes opportunistes qui aujourd'hui soutiennent l'AP et qui approuvent la violence terroriste de l'Etat sioniste! Qui forment un gouvernement national avec les Islamistes réactionnaires et anti-ouvriers! Ce sont les mêmes qui chantaient les louanges de Staline, le père des peuples!

... ET CANAILLES

Aujourd'hui, le nationalisme juif a fait une nouvelle victime, Mohamed AbuKhdhir 16 ans, enlevé et brûlé vif puis abandonné dans une forêt à l'extérieur de Jérusalem, apparemment par des extrémistes juifs, pour venger la mort des trois jeunes colons (12);

Aujourd'hui où certaines organisations de l'extrême droite sioniste, sortent dans les rues en criant «Mort aux Arabes» et frappant tout Arabe qu'elles rencontrent (13), les médias israéliens de merde ne parlent que des erreurs de la police pour retrouver les jeunes Juifs enlevés, (14) et publient d'innombrables photos et publications parues dans les différents réseaux sociaux incitant à la haine raciale contre les Arabes, alors qu'ils ne disent rien des morts en Palestine ou de la douleur des mères palestiniennes qui n'a pas été portée devant l'ONU (15);

Aujourd'hui où les différentes fractions de la gauche israélienne appellent au calme, organisant des manifestations pour faire savoir que tout le monde n'est pas pour la violence (16); qu'ils sont pour la paix, et qu'il faut réconcilier les deux peuples grâce à la négociation – c'est-à-dire réconcilier deux bourgeoisies qui sont en réalité déjà d'accord contre les prolétaires, démontrant clairement la nécessité de réaffirmer que les pacifistes finissent toujours par se rallier aux bellicistes: c'est pourquoi la réponse naturelle des enfants des prolétaires palestiniens, qui descendent dans la rue pour jeter des pierres, détruire une les caméras de surveillance, brûler des pneus et ériger des barricades, en souvenir du petit martyr, est condamnée par les pacifistes comme des excès ne contribuant pas à la pacification sociale! (17);

Aujourd'hui où se multiplient les bombardements terroristes israéliens sur Gaza avec leurs dizaines de victimes parmi la population, alors que les Etats arabes bourgeois montrent leur indifférence ou leur complicité ouverte (Egypte) avec l'Etat hébreu;

Aujourd'hui où les canailles impérialistes donnent carte blanche au gouvernement israélien en ne condamnant que les tirs de roquettes du Hamas (lancées au hasard en direction des villes israéliennes, elles ne constituent en rien une menace militaire contre Israël, mais, visant les populations civiles, elles ne servent en définitive qu'à souder contre les « terroristes » la population juive autour de ses dirigeants) (18);

Aujourd'hui, ce qu'il faut dénoncer et ce contre quoi il faut lutter, c'est l'occupation et la colonisation, les injustices et les expulsions, l'oppression et la violence subies quotidiennement par les Palestiniens, et en premier lieu par le prolétariat palestinien. Cette violence qui a cause de la déliquescence de toutes les organisations soi-disant de gauche ou « marxistes » qui ont toutes capitulé devant l'ordre et la paix bourgeoises et se sont mises au service de la contre-révolution, alimente en Palestine un mouvement réactionnaire opposé aux intérêts de classe des prolétaires qui ne voient dans leurs frères de classe israéliens que des objectifs de la lutte nationaliste et capitaliste. C'est la tragédie de masses prolétariennes privées de toute organisation de classe et laissées isolées face à l'oppression.

Exploités dans tous les pays, que ce soit en Israël, au Liban, en Jordanie ou en Cisjordanie, les prolétaires palestiniens sont l'expression vivante que les prolétaires n'ont pas de nation. La lutte contre l'oppression nationale et l'exploitation capitaliste dont ils souffrent ne pourra se réaliser qu'à travers un long et difficile chemin pour se placer sur des positions de classe, pour constituer leurs propres organisations prolétariennes indépendantes, et œuvrer à la révolution communiste internationale en liaison étroite avec les prolétaires de la région et du monde.

Le recours aux méthodes de la lutte de classe, la reprise de la lutte de classe, est une condition pour la collaboration entre les travailleurs juifs et arabes; mais celle-ci ne pourra se réaliser tant que les prolétaires de la nation dominante – les prolétaires juifs d'Israël – ne trouveront pas la force de rompre la collaboration de classe avec leur bourgeoisie criminelle, de manifester leur opposition à l'oppression nationale exercée

en leur nom sur les Palestiniens et leur solidarité avec leurs frères de classe.

Alors ils pourront s'unir aux prolétaires des autres pays pour un objectif commun: le renversement des Etats bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat afin de liquider le système capitaliste, seul façon d'en finir avec toutes les injustices, toutes les oppressions, et tous les antagonismes et tous les conflits nationaux, raciaux ou religieux qui en sont les conséquences.

Dans cette perspective le rôle des prolétaires des grands pays impérialistes est particulièrement crucial parce que c'est l'appui de leur Etat, de «leur» bourgeoisie qui permet à l'Etat israélien d'avoir les mains libres contre les masses palestiniennes; le meilleur soutien qu'ils peuvent donner aux prolétaires et aux masses palestiniennes consiste dans la reprise ouverte de la lutte anticapitaliste, dans la réalisation effective de l'union de classe avec leurs frères de classe étrangers, donc dans la rupture totale avec l'interclassisme démocratique, nationaliste ou xénophobe, pour faire vivre l'internationalisme prolétarien.

**Pour l'unité de tous les prolétaires!
Pour la reconstitution du parti de classe international !
Pour la révolution communiste mondiale !**

11/7/2014

(1) <http://rt.com/news/167628-israel-raid-rt-office/>

(2) <http://www.jerusalemonline.com/news/middle-east/israeli-palestinian-relations/abumazen-we-are-committed-to-locating-the-kidnapped-boys-6040>

L'AP qui contrôle la Cisjordanie et le Hamas qui contrôlent Gaza ont récemment passé un accord d'union, suscitant la colère du gouvernement israélien parce que cela permettait une marge de manœuvre de l'AP par rapport à son maître israélien.

(3) <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4533751,00.html>

(4) <http://www.jpost.com/Pillar-of-Defense/Zoabi-Kidnappers-are-not-terrorists-theyre-fighting-occupation-359609>

(5) <http://www.i24news.tv/en/news/israel/diplomacy-defense/36075-140702-security-council-condemns-murders-of-israeli-teens>

(6) <http://www.haaretz.com/news/national/1.602661>

(7) <http://www.jpost.com/Operation-Brothers-Keeper/Large-number-of-IDF-forces-gather-north-of-Hebron-in-search-for-kidnapped-teens-361048>

(8) <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4536477,00.html>

(9) <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4536301,00.html>

(10) <http://mondoweiss.net/2014/06/ramallah-palestinian-authority.html>

(11) <http://dailysurge.com/2014/06/israel-will-stop-hamas-completely-destroyed/>

(12) <http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/1.603493>

(13) http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?id=18553

(14) (15) http://www.unwatch.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=bdKKISNqEm_G&b=1316871&ct=14002115

(16) <http://maki.org.il/%D7%90%D7%9C%D7%A4%D7%99%D7%9D-%D7%91%D7%94%D7%A4%D7%92%D7%A0%D7%94-%D7%91%D7%AA%D7%9C-%D7%90%D7%91%D7%99%D7%91/>

(17) <http://www.maaavk.org.il/maaavk/?article=1243>

(18) http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/07/12/l-embarras-international-face-a-l-escalade-a-gaza_4455919_3218.html. Pour essayer de justifier le soutien public de Hollande à la politique israélienne, l'Elysée explique que la France a été le seul pays européen (!) à condamner l'horrible meurtre du jeune Mohamed! Mais c'est une condamnation toute platonique; le soutien à Israël à propos duquel Hollande avait déclaré en 2012 que cet Etat était «très critiqué car c'est une grande démocratie», n'a pas cessé.

Petit dictionnaire des clous révisionnistes

ACTIVISME

Battaglia Comunista n°6 (20 mars - 3 avril 1952)

(Suite de la page 1)

riques inéluctables» dont parle Engels, et vous verrez que sa caractérisation réaliste de l'activisme de 1874 s'applique parfaitement, disons, à l'année 1926 ou à l'année 1952.

L'année 1926 est celle de la victoire de l'activisme promoteur du Front Unique, du fusionnisme et des blocs antifascistes interclassistes contre le «sectarisme dogmatique et l'immobilisme» de la Gauche italienne. Ce qui arrivait aux rescapés de la révolution manquée en Allemagne, de l'offensive prolétarienne manquée contre le fascisme mussolinien, de la défaite de la révolution en Hongrie, etc. n'était que la répétition de ce qui était arrivé aux «réfugiés blanquistes» de la Commune de 1871. On ne voulait pas comprendre que si les «conditions historiques inéluctables» du relèvement de la bourgeoisie et de la défaite de la révolution éloignaient l'éclatement du prochain conflit de classes, il n'était pas possible d'y pallier par des volte-faces tactiques inopinées en contradiction flagrante avec les principes. On criait alors dans l'Internationale stalinisée que, derrière la fidélité indéfectible envers les principes, la Gauche Communiste dissimulait en fait une théorisation de l'immobilisme, de l'inaction, de la fossilisation politique.

Lisez ce que disait le rapporteur Boukharine, lors de la discussion du premier point à l'ordre du jour de l'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste (25/2/1926):

«Il existe deux méthodes fondamentalement différentes de lutte pour la révolution. La première est la méthode marxiste. Elle consiste à adapter [écoutez!] cette lutte à la réalité concrète, à prendre la réalité comme elle est, même si elle nous est défavorable. L'autre méthode est celle de Bordiga qui fait complètement abstraction de la situation objective et se contente d'affirmer que nous sommes des révolutionnaires et que nous devons combattre pour la révolution. Quant à l'analyse marxiste de la situation objective et à la tactique qui en résulte, on n'en trouve pas trace chez Bordiga; Ce n'est pas un hasard si dans son long discours, nous n'avons pas trouvé un seul mot sur la situation actuelle. Elle est sans importance pour lui parce qu'il considère tout d'un point de vue général et abstraite-ment révolutionnaire, et se contente de conjuguer le verbe "faire la révolution". Inutile de dire que cela conduit à une conception vulgaire de la tactique communiste, ce qui n'a rien de marxiste.»

Faut-il un commentaire? Tout le monde sait que ce n'est pas par hasard si la tactique préconisée par l'activiste Boukharine, alors allié à Staline, a conduit là où elle devait conduire, d'abord au pacte germano-soviétique, puis aux Conférences de Yalta et Potsdam, aux Comités de Libération Nationale, à l'alliance tripartite, à la Conférence économique de Moscou, événements que le farouche opposant de la Gauche italienne ne put pas voir, parce qu'il avait été fusillé auparavant par les activistes de Staline. La tactique «adaptée à la réalité concrète» devait conduire la Troisième Internationale communiste à finir dans la «bagarre générale» comme disait Engels au sujet des Boukharine de 1874. Mais en compensation on a eu la victoire totale de l'activisme qui fleurit aujourd'hui dans les campagnes pour la paix et pour la défense de la Constitution bourgeoise!

Occupons-nous maintenant de l'an 1952. Que font les «réfugiés» de la IIIe Internationale? Nous avons vu ce qu'est le travail révolutionnaire «concret» des Partisans de la Paix, avec leur cohorte électorale aux multiples couleurs. Mais ils ne sont pas les seuls dans le camp de l'activisme sorti victorieux de la lutte contre «l'immobilisme dogmatique» de la Gauche Communiste. Voulez-

vous que nous nommions un par un les différents groupes qui ne font partie? Nous nous en contenterons d'un seul pour nous faire comprendre: «Socialisme ou Barbarie», représentant du très dynamique, très énergique et très moderne activisme français. Mais qu'il soit clair que nous visons tous les mouvements similaires en France et ailleurs, à qui le présent dictionnaire est dédié.

On nous a toujours accusés de «faire abstraction de la situation» comme disait Boukharine. Hé bien, examinons donc un peu cette fameuse situation, voyons comment se présente le monde bourgeois pour l'année en cours. En utilisant le puissant levier de l'opportunisme, la classe dominante a réussi à écraser jusqu'à la moelle le mouvement révolutionnaire à travers une maudite guerre qui a vu l'achèvement du processus d'involution contre-révolutionnaire des partis ouvriers. Un appareil d'Etat d'une taille et d'une capacité répressive inouïes enchaîne les masses à l'exploitation plus fortement que les suppliciés d'autrefois à la roue. La confusion, le chaos et la souffrance des masses sont tels que la classe ouvrière ressemble à un corps mutilé qui s'agit inconsciemment: son cerveau est obscurci et intoxiqué, sa sensibilité anesthésiée, ses yeux ne voient plus, ses mains se tordent sur elles-mêmes. Au lieu de la lutte de classe, nous avons l'horrible déchirement de luttes intestines, typiques des naufragés sur un radeau à la merci des vagues. Dans les usines, l'espionnage, la délation, la rancœur, les vengeances mesquines et odieuses, l'autoritarisme, l'opportunisme le plus vil, les abus de pouvoir névrotiques sont la règle. Ce n'est certes pas une nouveauté dans l'histoire, mais les masses, subissant les effets de trente ans de terribles défaites, n'ont même plus la force de réagir par une saine nausée aux miasmes du patriotisme d'entreprise, du corporatisme et, sur le plan politique, de la conciliation sociale et du pacifisme impuissant.

Devant une dévastation aussi tragique des forces de classe, que fait le prolétaire conscient, le révolutionnaire sérieux, celui qui n'est pas un dilettante, un comédien à qui la soif de succès immédiats et personnels fait tourner la tête? Réprimant une impatience légitime devant les lenteurs de l'évolution historique, il comprend que, **dans les conditions actuelles**, la fonction du parti est avant tout d'acquiescer une conscience claire de la contre-révolution régnante et des causes objectives du marasme social, de sauver des doutes révisionnistes le patrimoine théorique et critique de la classe battue, de faire un travail de diffusion des conceptions révolutionnaires, de se livrer à une activité raisonnable de prosélytisme. Avant tout le révolutionnaire sérieux a une vision réaliste du rapport des forces entre les classes et il redoute par dessus tout de perdre les forces du parti, forces minimales, forces réduites à un fil organisationnel, dans des actions improvisées par un activisme aussi farfouille que vain, vouées à des échecs démoralisants ou à des déviations opportunistes.

Que font au contraire les maniaques de l'activisme pseudo-révolutionnaire? Tartarin de Tarascon prétendait faire pousser un baobab, l'arbre plus gigantesque de l'Afrique, dans un pot de géranium. Nos Tartarins, impatientes d'obtenir des succès visibles, prétendent faire pousser le mouvement révolutionnaire dans le pot de chambre d'un personnalisme mal dissimulé, qui se contente de petites formules tactiques tout sauf nouvelles, apprises bêtement par coeur au cours de quarante ans de militantisme vain, qui existentiellement s'abstient de tout encadrement théorique digne de ce nom, qui brûle de se défouler dans une ribambelle d'actions vouées à ne mener à rien (du point de vue révolutionnaire) sinon au ridicule. Tout le peu qu'ils savent de correct, ils l'ont appris dans des textes, des thèses et des

programmes auxquels ils n'ont jamais collaboré, en dépit de leur suffisance critique; leur activisme est en fait est en fait l'activisme... d'autres parce qu'ils se distinguent par une paresse mentale et organisationnelle caractérisée. Ils ont une horreur aristocratique envers l'humble et obscur travail de reconstitution patiente du réseau organisationnel détruit par l'ennemi de classe. Ils rêvent puérilement de reconstruire du jour au lendemain un parti révolutionnaire fort de dizaines de députés et de sénateurs, d'une influence significative dans les syndicats et de quantité de militants; si cela n'arrive pas en l'espace de deux ou trois ans, ils sautent à la gorge des dirigeants du mouvement en les accusant de suivre une «tactique fautive» en lançant de répugnantes polémiques personnelles sur d'éventuelles «erreurs fortuites» comme Engels en avait connues; ils hurlent que le parti qui n'a encore ni bras ni jambes, pourrait se mettre à avancer comme une panzer-division si nous lançons à la conquête des organismes syndicaux nos groupes d'usine, dont les effectifs peuvent se dénombrer sans avoir besoin d'une calculatrice électronique.

C'est toujours la même chanson: l'activisme finit dans l'électoratisme. En 1917 nous avons vu la fin honteuse des super-activistes de la social-démocratie; pendant des dizaines d'années d'activité dépensée pour la conquête de sièges au parlement, d'organisations syndicales, d'influence politique, ils avaient donné le spectacle d'un activisme effréné. Mais quand sonna l'heure de l'insurrection armée contre le capitalisme, on vit que seul réussit à le faire un parti qui moins que tous les autres avait «travaillé dans les larges masses» durant les années de préparation, qui plus qu'aucun autre avait travaillé à mettre au point la théorie marxiste. On vit alors que celui qui possédait une solide formation théorique marchait contre l'ennemi de classe, tandis que ceux qui avaient un «glorieux» patrimoine de luttes s'embrouillait honteusement et passait à l'ennemi.

Oh, nous les connaissons bien les maniaques de l'activisme! En comparaison les charlatans de foire sont des gens respectables. C'est pourquoi nous soutenons qu'il n'existe qu'un seul moyen pour échapper à la contagion: le classique coup de pied au cul.

NOTES DE LECTURE

Mythe et réalité dans la Gauche communiste en Italie

La Tendance Communiste Internationaliste, l'appellation que le regroupement international autour de *Battaglia Comunista* et de la *Communist Workers Organization* a adoptée depuis quelques années, a publié la traduction en français et dans différentes langues d'une brochure parue en italien au début des années 70, sous le titre: «**Bordiga au delà du "mythe". Validité et limites d'une expérience révolutionnaire**» avec comme nom d'auteur Onorato Damen (1).

Né en décembre 1893, Onorato Damen adhéra au Parti Socialiste Italien avant la première guerre mondiale; après la guerre, il fit partie de l'opposition interne regroupée dans la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI et il entra donc dans le Parti Communiste d'Italie dès sa fondation à Livourne en 1921. Il devint alors membre de son Comité Central Syndical, député en 1924 et il fut un des dirigeants de l'opposition de gauche à la nouvelle direction gramscienne du parti. Emprisonné à plusieurs reprises par les autorités fascistes, libéré comme les autres prisonniers politiques en 1943 par le gouvernement Badoglio après la destitution de Mussolini (2), il fut alors un des principaux artisans de la constitution du *Parti Comunista Internazionale* dans le nord de l'Italie (le front coupant le pays en deux).

A la fin de la deuxième guerre mondiale le PC Internazionale put s'unifier avec les militants qui s'étaient organisés dans le sud de l'Italie. Bordiga lui-même qui faisait partie de ces militants, n'adhéra pas formellement au nouveau parti; il fut pourtant un des principaux rédacteurs de ses thèses politiques et programmatiques. Né dans l'euphorie de la fin du régime fasciste, le PC Internazionale qui se voulait dans la ligne du PC d'Italie dirigé par la Gauche, était en proie à une grande confusion. La décatation politique consécutive à la disparition des illusions sur l'ouverture d'un cycle révolutionnaire et au travail de clarification théorique-programmatique mené par Bordiga et ses camarades, aboutit à la scission de 1951-52 entre une tendance activiste menée par Damen et celle dont nous nous revendiquons.

Vu le titre de la brochure, on pourrait penser y trouver une analyse critique des positions de notre courant, même présentées comme celles de l'individu Bordiga. Mais il n'en est rien; outre 5 lettres échangées entre Bordiga et Damen à la veille de la scission et 2 autres textes datant de la crise dans le PC Internazionale, la brochure contient quelques articles de Damen critiquant ponctuellement soit notre parti, soit

d'autres groupes comme «Invariance», et, en annexe, des documents divers comme la fameuse lettre de Bordiga à Karl Korsch qui définissait en 1926 la position de la Gauche Communiste d'Italie par rapport aux propositions des communistes oppositionnels allemands de cette époque.

Des plus hétéroclites, ce recueil semble avoir pour but essentiel de valoriser la personne de Damen, que le préfacier n'hésite pas à présenter comme «un des géants du mouvement ouvrier du XXe siècle»... Mais se placer essentiellement sur le terrain des individus ne fait que souligner cruellement l'incapacité à faire une critique politique un tant soit peu approfondie.

Nous sommes évidemment les derniers à nier les qualités personnelles de Bordiga; mais ces qualités n'ont de sens que dans la mesure où elles lui ont permis de se faire le porte-parole et le défenseur le plus fidèle et le plus cohérent des positions politiques **impersonnelles**, parce que **de classe**, du marxisme. C'est cette fidélité et cette cohérence qui nous importe et que toute critique sérieuse devrait discuter. Au contraire dans la brochure pratiquement tout se ramène à la personnalité de Bordiga, à son «*vice mental particulier*» (!), à une «*habitude cérébrale et à un "caprice" intellectueliste de celui qui remplissait le temps d'une activité de classe interrompue grâce à la facile technique du paradoxe et de l'historicisme totalement scolastique*», au point que Damen prétend avoir dû défendre «*la pensée de Bordiga*», «*le Bordiga de bonne qualité*», «*contre un bordiguisme de loge maçonnique parvenu à suppuration*» (3). A la suite de l'effondrement de l'Internationale Communiste dans le stalinisme, Bordiga aurait été victime d'un «*traumatisme psycho-politique*» pendant plus de 40 ans, et d'un «*complexe d'infériorité*» qui l'aurait empêché d'assumer une position de «*responsable*» (4)...

Amadeo Bordiga avait répondu à ce genre de discours dans l'introduction de «Pour mettre les points sur les i»: «*La tâche de remettre en ordre les thèses et de corriger les déviations qui ont lieu de tous côtés, tâche qui est toujours à recommencer là où on l'attendait le moins, nécessite bien autre chose que la petite heure d'un congrès ou d'un discours. Il n'est pas facile de dresser un répertoire des endroits où il a fallu accourir pour colmater des voies d'eau, oeuvre évidemment jugée peu glorieuse par ceux qui sont nés pour "laisser leur nom dans l'histoire" de façon fracassante et non comme bouche-trou*» (5).

En réalité c'est la cohérence, y compris sur le plan personnel, d'une bataille politi-

Mythe et réalité ...

que et pratique de Bordiga qui le conduisait au refus d'utiliser son nom, son autorité «personnelle», pour attirer des militants ou des... électeurs, au point de ne pas adhérer formellement au nouveau parti qui comptait bien utiliser cet expédient.

Damen écrit que Bordiga n'a jamais compris la dialectique, à cause de sa formation scientifique «qui l'entraînait à voir le monde et la vie sur le plan du développement rationnel» alors que le monde obéirait «pour une bonne part à des pulsions irrationnelles» (6). Les marxistes ont l'habitude de se voir opposer ce genre de raisonnement. Combien de fois le marxisme n'a-t-il pas été accusé d'être incapable de comprendre la complexité de la réalité qui échapperait à tout déterminisme? Damen et Battaglia ne professent sans doute pas ouvertement l'indéterminisme, mais ils tombent dans le volontarisme qui pense pouvoir surmonter les limites objectives des situations.

Par exemple, faisant abstraction des conditions objectives, ils assurent qu'en 1919 Bordiga et ses camarades «ont eu peur» de constituer le parti et «de dire non à la politique possibiliste de l'Internationale» alors qu'il aurait fallu agir avec la «détermination et l'opportunité voulues» (7), de même qu'après la deuxième guerre mondiale ils avaient tort de considérer que le travail de clarification politique était prioritaire.

En février 52 le Comité Central du PC Internazionalista publiait une déclaration de réorganisation de l'activité du parti après la rupture avec les Daménistes: «Le parti avec tous ses organes et ses adhérents s'engage à travailler sur le plan des résultats des réunions de travail qui se sont tenues en 1951 à Rome, Naples et Florence ainsi que sur la base du statut-programme et des plate-formes politiques précédemment élaborées et publiées. En ce qui concerne plus particulièrement les tâches pratiques et d'action dans la difficile et hostile période actuelle pour le mouvement ouvrier, l'activité du parti se fonde sur le texte présenté à Florence en décembre 1951 et diffusé en son sein comme **Base pour l'organisation 1952**. (...) Les points de ce texte établissent que, sans écarter ni oublier aucun aspect de l'ensemble des tâches du Parti de classe, la prééminence va aujourd'hui à la clarification théorique, à la reconstruction organisationnelle avec le plus grand développement possible, au prosélytisme et à la propagande, avec la conviction que l'agitation jamais délaissée au sein des masses et avec les masses pourra avant longtemps trouver ampleur et puissance» (8). Nous renvoyons le lecteur à l'article de Bordiga de la même époque contre l'activisme, dont nous publions la première partie dans les colonnes de ce numéro.

Damen et ses partisans dénonçaient et dénoncent comme de l'«idéologie» une série de positions défendues par notre courant, notamment l'invariance du marxisme. Il ne s'agit pas là d'une innovation de notre part; en effet si le mot lui-même n'était pas utilisé, la notion de la nécessité de la défense de la théorie contre toute attaque révisionniste, a toujours été fondamentale pour les marxistes; elle a été au cœur de la bataille des bolcheviks pour restaurer - et non compléter, rénover ou «enrichir» - un marxisme non adultéré, arme vitale de la lutte révolutionnaire. Les Daménistes sont incapables de comprendre que Lénine combattait ceux qui, comme les mencheviks, défendaient le principe de la «liberté de critique» dans le parti par rapport aux positions théoriques et programmatiques marxistes.

Etroitement liées à cette question, sont celles de la distinction entre *parti historique* et *parti formel*, ou la conception de la dictature du prolétariat. A ce sujet, les Daménistes reprennent à leur compte la vieille opposition entre dictature du prolétariat dans son ensemble et dictature du seul parti. Lénine et Trotsky ont expliqué cent fois tout ce que cette opposition a de faux: opposer le parti à la classe, c'est-à-dire opposer son avant-garde organisée au reste du prolétariat, revient à paralyser ce dernier. Le parti est l'organe sans lequel la classe ne peut, ni se diriger dans la lutte révolutionnaire, ni exercer sa dictature.

Une autre accusation du recueil porte sur

l'utilisation par Bordiga du concept d'*industrialisme d'Etat* pour définir la situation économique en Russie au début des années cinquante. Selon Damen, le refus par Bordiga de parler tout simplement de capitalisme d'Etat s'explique par «un drame psychopolitique qui a comme composante la peur, même et surtout physique [?], d'une rupture avec l'expérience passée dans laquelle il avait construit avec sa conscience plus encore qu'avec son intelligence et sa créativité [?], le chef d'oeuvre de sa vie politique des années 20 vécue si intensément» (9). Etre brisé par une défaite est arrivé à plus d'un révolutionnaire; mais dans le cas de Bordiga, cet genre de raisonnement tombe vraiment à plat.

Ce que signifiait ce concept, c'était qu'une grande partie de l'économie russe était dans à niveau bien inférieur à celui d'un capitalisme développé; dans les campagnes où résidait la grande majorité de la population, l'institution des kolkhozes avait éternisé la micro-exploitation parcellaire. La Russie n'était pas à l'avant-garde du développement capitaliste comme le croyaient la plupart de ceux qui à l'époque parlaient de capitalisme d'Etat, mais à un stade arriéré par rapport à l'Occident bourgeois.

Nous avons vu que pour Damen, il y a un mauvais Bordiga - celui de l'après deuxième guerre mondiale - et un bon - celui de la préparation, de la constitution et de la direction du Parti Communiste d'Italie. Mais nous avons vu aussi que le «bon» Bordiga aurait commis une faute qui, si elle était avérée, serait impardonnable: celle de ne pas avoir constitué le parti en 1919 (comme si cela dépendait de la décision du Grand Homme). Il se serait également trompé en accordant trop d'importance à l'abstentionnisme (il faut savoir que les Daménistes se firent les promoteurs de la participation électorale dans le PC Internazionalista). De plus, la fondation du Parti Communiste d'Italie se serait faite sur la base d'un «compromis» établi lors de la réunion d'Imola (quand se constituait la Fraction Communiste en vue de la fondation du parti lors du Congrès du PSI à Livourne) qui était une «anticipation concrète du «bloc historique» gramscien»; «ce qui a manqué en 1921, c'est l'existence d'une plate-forme qui soit un centre efficace de polarisation à l'instar de l'Iskra dans les années 1890-1900» (10).

Le programme du parti adopté à Livourne est donc ouvertement disqualifié; de même des différentes thèses publiées soit avant la fondation du PC d'I (Thèses de la Fraction Abstentionniste), soit après (comme les Thèses de Rome) sont passées sous silence. A leur place, pour définir la continuité que revendique Battaglia, sont cités les divers Congrès: témoignage de la persistance du prurit démocratique pour qui le plus important c'est la discussion en elle-même...

Quand on lit de plus dans un autre article qu'«il est nécessaire de reparcourir de manière critique les positions prises par la «gauche italienne» déjà au cœur de la première guerre mondiale» (11), on peut à bon droit conclure que ce qui relève du **mythe**, c'est la prétention du courant daméniste d'être un représentant (et même le seul véritable) de la Gauche Communiste d'Italie!

A ceux qui s'inquièteraient cependant du «mythe» de Bordiga, nous dédions pour terminer les phrases qui suivent, écrites par lui:

Notre révolution apparaîtra quand on aura fini de se prosterner à deux genoux devant des individus, dans une attitude faite surtout de lâcheté et de désarroi. L'instrument de sa force sera un parti parfaitement homogène dans sa doctrine, son organisation et son combat; un parti qui n'accordera aucun crédit au nom et au mérite individuel et qui refusera à l'individu particulier la conscience, la volonté, l'initiative, le mérite ou la faute, pour tout résumer dans son unité nette et clairement définie (12).

Ce genre de parti, ce ne sont certainement pas les Daménistes qui peuvent contribuer à sa constitution...

(1) Editions Prometeo, Milan avril 2011, réimpression janvier 2012.

(2) Le gouvernement du maréchal Badoglio décida la dissolution du parti fasciste, la suppression des lois les plus répressives et l'arrestation de Mussolini, mais il réprima dans le sang les manifestations antifascistes qui éclatèrent alors (il y eut plus de 80 morts). Bien qu'il ait aussitôt assuré aux Allemands qu'il allait continuer avec eux la guerre, le nouveau gouvernement préparait un renversement d'alliances. Au bout de quelques semaines les Allemands dépêchèrent des troupes en Italie pour tenir le front et libèrent Mussolini qui prit la tête d'un gouvernement fasciste installé à Salò, dans le nord du pays.

(3) p. 109.

(4) p. 38.

(5) cf «La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionale», Programme Communiste n°93. L'article «Le gambe ai cani» («Pour mettre les points sur les i») qui est une réponse aux positions fausses présentes chez les Daménistes et ailleurs, est reproduit dans «Invariance du marxisme», brochure Le Proletaire n°33.

(6) p. 34. L'accusation de ne pas comprendre la dialectique était déjà régulièrement lancée contre Bordiga dans l'Internationale par les promoteurs des tournants tactiques «audacieux» en violation des principes marxistes. Par exemple, *Ercoli* (Togliatti, le futur chef du PCI stalinien), écrit dans «Les bases idéalistes du bordiguisme» (*L'Internationale Communiste* n°10, avril 1926), que l'erreur fondamentale de Bordiga est son incompréhension de la dialectique marxiste; en conséquence il se cantonne «dans des raisonnements abstraits complètement étrangers à l'esprit du marxisme». De son côté, Damen, à un commentateur qui estime que sa position irait «au delà des différentes interprétations» du marxisme traditionnel, fait dans l'article suivant une réponse alambiquée qui se termine par une dénonciation d'une tournure d'esprit (celle de Bordiga) «qui n'a que le vernis extérieur du marxisme» parce qu'elle n'est pas capable de comprendre les complexités de la formation de la conscience de soi de la classe ouvrière... (p. 135).

(7) p. 188. Damen écrit aussi, p. 35, que Bordiga n'avait pas compris qu'il fallait constituer le parti lors du Congrès de Bologne; mais on trouve également dans la brochure un article où il dit que Bordiga avait bien compris que la constitution du parti était alors objectivement impossible (p. 149). Comprenne qui pourra...

(8) cf Battaglia *Comunista* n°5, 6-20/3/1952. Les «Bases pour l'organisation» sont les *Thèses caractéristiques du parti*, publiées dans «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PC International n°7.

(9) p. 37. Dans un article de 1953, Damen n'hésite pas à affirmer que «Bordiga n'avait jamais cessé de considérer la Russie comme une réalité économique avec des caractères socialistes prédominants» (p. 108)!

Si l'on voulait démontrer l'absurdité de cette affirmation, il suffirait de citer un article du premier n° de la revue théorique du PC Internazionalista où «Alfa» (Bordiga) écrit: «La définition de l'économie russe actuelle, en conclusion, n'est pas celle du socialisme, mais d'un vaste et puissant capitalisme d'Etat, avec une distribution de type privé et mercantile, limitée par des contrôles dans tous les domaines de l'appareil bureaucratique central» («La Russie soviétique de la révolution à nos jours», *Prometeo* n°1, juillet 1946).

A la réunion du parti de Naples (1/9/51), Amadeo [Bordiga], évoquant son exposé plus précis sur ce même thème lors de la réunion précédente (Rome, 1/4/51) déclara: «Onorato [Damen] a soulevé deux critiques qui, comme le démontre la correspondance qui a suivi, ont leur utilité. La première critique: Onorato considèrerait que (...) la déclaration selon laquelle en Russie «l'économie tend au capitalisme» était insuffisante». Ayant appelé à «la plus grande prudence» sur l'analyse de l'économie russe en l'absence de matériel, Bordiga continuait: «Il est vrai que la critique d'Onorato sur le «tend au socialisme» est juste parce qu'il faut préciser à partir d'où elle tend». Et après avoir dit que la NEP («nouvelle po-

litique économique») introduite par les bolcheviks «dans un ensemble économique où existaient des formes de production nomade, patriarcale, féodale, bourgeoise et des petits noyaux d'économie socialiste», était du **capitalisme** («il ne pourrait en être autrement, puisqu'à partir du moment où le salaire est payé en argent et qu'avec cet argent on achète les aliments, on est dans le capitalisme»), il continuait: «tout le vaste champ de l'économie russe pré-capitaliste, asiatique, féodale, tend puissamment au capitalisme, et cette tendance est positive et à son tour prémisses de la révolution mondiale». (Bulletin interne n°1, 10/9/52). Il fallut tout le travail ultérieur sur la structure économique et sociale de la Russie pour clarifier définitivement la question: le «caractère socialiste» en Russie avait été essentiellement d'ordre **politique** (le pouvoir prolétarien avant la contre-révolution stalinienne), tandis que la réalité économique russe dans son ensemble n'a à aucun dépassé le stade capitaliste.

(10) p. 149. Le P.C. d'I ne se fonda pas autour de la seule *Fraction Communiste Abstentionniste*; à Imola il y eut adhésion d'autres courants, et surtout celui de Gramsci (*Ordino Nuovo*), pour former la *Fraction Communiste*. Mais pendant les deux ans qui suivirent Gramsci et ses camarades agirent en parfaite syntonie avec la Gauche. Ce n'est qu'après avoir été nommé à la tête du parti par l'Internationale à la place des dirigeants de la Gauche arrêtés par les fascistes que, conformément à la politique décidée à Moscou, il orienta l'organisation dans une autre direction, celle de la lutte pour une «phase de transition démocratique» correspondant à un bloc avec les bourgeois antifascistes. Ce changement d'orientation impliquait évidemment une lutte à fond contre «la tactique politique extrêmement sectaire de l'extrémisme bordiguiste» (selon les mots de Gramsci au Comité Central de mai 1925). Prétendre que ce changement était déjà en germe à Imola est se moquer du monde, ou plutôt de l'histoire de la Gauche communiste d'Italie. cf «La naissance du PC d'Italie», Programme Communiste n°94.

(11) p. 172.

(12) «Le Battilochio dans l'histoire» (*Fil du Temps* de 1953), Le Proletaire n°477.

«programme communiste» N° 102 - Février 2014 Au sommaire

- Derrière le mythe de l'Europe unie, s'accroissent les antagonismes et les contradictions incurables qui conduiront à une troisième guerre mondiale si la révolution prolétarienne ne renverse pas le capitalisme
- Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (1) (*Texte publié sur «Il Programma Comunista» n°16/1958, alors l'organe du parti, comme «corollaire» à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58*)
- Histoire de la Gauche communiste: La question du Front Unique (1). L'intervention d'Amadeo Bordiga au premier Congrès du Parti Communiste Français (Marseille, décembre 1921)/ Rapport sur les discussions en commission avec la délégation de l'Internationale: Séance du 27 décembre 1921. Séance commune tenue à Marseille entre la Sous-commission sur la Politique Générale et la Délégation de l'Internationale. Président de séance: Treint / Discours d'Amadeo Bordiga (Marseille, 28/12/1921)/ Rapport d'Amadeo Bordiga au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste
- *En défense du marxisme*. Le CCI et le «gène égoïste», ou les fâcheuses conséquences d'une tare héréditaire
- *Notes de lecture*. Pseudo «révolution démocratique» ou révolution prolétarienne en Algérie
- *Notes d'actualité*. Misère du «syndicalisme alternatif»: A propos d'un manifeste pour le premier mai

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires, ou «l'opposition de sa majesté» confédérale

Depuis une dizaine d'années, se développe dans la CGT une tendance – les Comités Syndicalistes-révolutionnaires – qui se présente comme l'héritière du syndicalisme révolutionnaire, courant qui a eu une grande influence dans le mouvement ouvrier français et qui a joué un rôle non négligeable à l'époque de la fondation du Parti communiste en France.

Les CSR s'affirment comme un courant communiste («Une tendance pour sortir de la crise du capitalisme», *Syndicaliste!*, n°40, novembre 2011) et proclament que «L'objectif du syndicalisme-

révolutionnaire n'est pas défendre les services publics, l'État providence, les accords d'entreprises. Notre objectif c'est de faire la Révolution, c'est à dire la Révolution mondiale» («Les tendances syndicalistes-révolutionnaires», *Syndicaliste!*, ibidem).

Cela ne résiste pas à l'épreuve des faits. Les déclarations révolutionnaires ne tiennent pas longtemps car, comme les autres groupes d'«extrême» gauche, cette tendance rejette la conquête du pouvoir par le prolétariat, la rupture avec le collaborationnisme et la reconnaissance du parti de classe.

non une entreprise en liquidation judiciaire et ses salariés au chômage!

On le voit, la stratégie des CSR ne pourrait conduire au mieux qu'à une association/intégration des travailleurs à la gestion de l'entreprise capitaliste accompagnée (dans un premier temps) de la distribution de quelques miettes. En fait, les travailleurs devront se soumettre aux lois du marché, à la concurrence, aux exigences de la production, de la plus-value et de la réalisation du profit. Ils devront décider de l'augmentation des cadences, de la baisse des effectifs, du flicage des ouvriers... pour assurer la survie de l'entreprise qu'ils «contrôleront». Quel programme: faire des prolétaires leurs propres exploitateurs!

Mais selon les CSR, c'est à partir des entreprises autogérées que «le capitalisme volera en éclat sous la pression des travailleurs organisés» car la CGT va ainsi «devenir un contre-pouvoir socialiste avant de se transformer en socialisme». Et bien entendu, le tout se fera «sur un mode fédéraliste et profondément démocratique» («Une tendance pour sortir de la crise du capitalisme», *Syndicaliste!*, n°40, novembre 2011). Dans ce conte de fée où le capitalisme éclate tranquillement comme une bulle de savon, plus besoin de la révolution prolétarienne, de son insurrection armée et de sa dictature du prolétariat!

CONTRÔLE OUVRIER CONTRE DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le programme des CSR – et plus globalement du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme – est depuis toujours à l'opposé de celui des communistes. Ce fut déjà énoncé, à Marseille, lors du Congrès de 1921 du Parti communiste: «Le syndicalisme révolutionnaire, ce n'est pas le communisme, ni au point de vue des méthodes, ni au point de vue des principes. [...] Ils [les SR] ont une conception différente de la nôtre du développement de l'histoire, et ils ont une critique différente de la société capitaliste; ils tracent un processus différent de l'émancipation prolétarienne. Il faut éclaircir devant le prolétariat ces différences et faire au sein des syndicats, la propagande en faveur de nos propres doctrines, de nos méthodes et de nos perspectives du développement du prolétariat qui pousse à l'action politique, à l'intervention des partis dans la lutte, à la dictature du prolétariat et à la constitution des conseils ouvriers et paysans». (discours de Bordiga, décembre 1921, *Programme Communiste* n°102)

Leur «contrôle ouvrier» ne fait que reprendre les élucubrations de l'anarchisme combattues depuis toujours par les communistes. Nous dénonçons le caractère utopique et réactionnaire de ce mot d'ordre lorsqu'il était à la mode chez les groupes «gauchistes» des années 70:

«Marx a déjà montré que les anarchistes sont les continuateurs utopistes de la révolution bourgeoise dont ils reprennent les mots d'ordre démocratiques en reprochent aux bourgeois de les avoir eux-mêmes trahis! Admirateurs de la révolution démocratique, ils en transposent le mécanisme dans la révolution sociale la bourgeoisie avait déjà le pouvoir économique sous le féodalisme, DONC les ouvriers doivent prendre le pouvoir économique sous le capitalisme. Le moyen de cette prise du pouvoir «à la base» est, bien sûr, le contrô-

le ouvrier. Une fois expropriée par les occupations d'usines, la bourgeoisie n'a plus qu'à se retirer! Pas un mot sur la question de l'ÉTAT, du rôle de la police et de l'armée, sans parler des bandes illégales. L'histoire a pourtant prouvé que la stratégie strictement défensive (occupations d'usines ou barricades) ne peut mener le prolétariat à la victoire. Il doit au contraire attaquer et détruire l'appareil d'État bourgeois et instaurer sa propre dictature.» («Utopie réactionnaire du contrôle ouvrier», *Le Prolétaire*, n°76, mars 1970)

Nous rappelons que la revendication du «contrôle ouvrier» ne pourra que détourner les prolétaires de la lutte politique pour la prise du pouvoir et l'établissement de leur dictature de classe car il «accrédite l'idée que le pouvoir se prend dans l'entreprise et non pas au niveau de l'État; mais alors, si la dictature du capital est impuissante à empêcher une telle transformation économique «par le bas» à quoi bon la dictature du prolétariat?» («La tarte à la crème du contrôle ouvrier», *Le Prolétaire*, n°64, avril 1969)

Naturellement, la défense d'un tel programme s'accompagne d'un aplatissement complet devant le collaborationnisme syndical.

LES LARBINS DU COLLABORATIONNISME

Les CSR émettent bien entendu des critiques contre les bonzeries syndicales (cela justifie leur existence). A juste titre, et au contraire de nombreux trotskistes, ils sont capables d'écrire que «Ce n'est pas le rôle des bureaucraties de faire converger les luttes. Et quand il arrive qu'elles le fassent, c'est parce qu'elles y sont contraintes et forcées et qu'elles tentent alors de contrôler le mouvement enclenché en dehors d'elles» («Luttes pour l'emploi, quelles perspectives», *Syndicaliste!*, n°43).

A la lecture de leur prose, on comprend cependant vite que c'est moins le collaborationnisme qui est combattu que des problèmes de fonctionnement interne de la CGT. Sans rire, ils présentent par exemple la CGT comme «la principale organisation de classe dans le pays» et «l'outil de lutte et d'émancipation des travailleurs»; et l'intersyndicale jaune qui a mené les travailleurs à la défaite lors des grèves contre la «réforme» des retraites en 2010, comme «un élément positif, un acquis important, malgré une plate-forme minimum qui convient de fait aux syndicats favorables au patronat» («De quelle Confédération avons-nous besoin?», *Syndicaliste!*, n°39)

Les CSR se montrent davantage critiques à l'égard des courants d'«extrême» gauche qui contestent l'orientation de la CGT. Ils dénoncent «la posture gauchiste qui consiste à jouer au rebelle et à dénoncer «les méchants bureaucrates» et lui opposent «une attitude plus constructive, plus syndicaliste, qui consiste à mettre en place d'autres pratiques dans les bases syndicales, dans les UL, à encourager d'autres formes de structuration» («Une tendance pour sortir de la crise du capitalisme», *Syndicaliste!* n°40, novembre 2011).

Pas question donc de dénoncer la politique archi-réformiste de la CGT: ces syndicalistes révolutionnaires constructifs lui apportent leur soutien!

Ils exaltent ainsi les multiples et ridicules

contre-plans industriels de la CGT en jugeant que «L'action de la confédération [...] a révélé un potentiel de mobilisation militante permettant de légitimer le pouvoir des travailleurs sur leurs moyens de production» et «possède donc un potentiel pour faire avancer une démarche de contrôle ouvrier». Les conseils prodigués par la CGT aux capitalistes pour mieux gérer leurs entreprises deviennent sous la plume des CSR «potentiellement anticapitalistes» car ils «s'opposent radicalement avec la logique du profit maximum et avec la stratégie des grands groupes industriels mondiaux, liés à la bourgeoisie financière» et «suppose[nt] un affrontement avec le capital d'un niveau très élevé» («La CGT et l'industrie», *Syndicaliste!*, n°42, janvier 2013).

La politique de sabotage des luttes au nom de la recherche de repreneurs, de la transformation en coopérative ou autres faïdaises est vue comme «un aspect du mouvement réel de notre classe, qui porte dans une direction offensive, qui est en recherche, qui pose des questions essentielles sur l'organisation et les buts du syndicalisme» et «un mouvement vers l'indépendance politique du prolétariat» («Luttes pour l'emploi, quelles perspectives», *Syndicaliste!*, n°43). Il fallait oser l'écrire!

Pour couronner le tout, les CSR appellent les militants à «s'impliquer dans la démarche initiée dans la CGT sans poser de conditions préalables» («La CGT et l'industrie», *Syndicaliste!*, n°42, janvier 2013). Quelle servilité!

Dans la même logique, les CSR soutiennent le «nouveau statut du travail salarié» (NSTS) de la CGT qui depuis des années propose de remplacer les droits collectifs des travailleurs (conventions collectives et statuts) par des droits individuels transférables d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre. Alors qu'il s'agit d'une adaptation à la précarisation croissante du travail, les SR défendent cette revendication «car [le NSTS] suppose un niveau d'affrontement sans précédent avec le capital: la suppression du marché du travail» («Le 38e Congrès de la FNIC-CGT», *Syndicaliste!*, n°39, mars 2011)!

C'est clair, c'est net! Les CSR ne sont que les laquais des bonzes syndicaux, des professionnels de la trahison et des défenseurs de l'exploitation capitaliste! Logiquement, cela a l'anticommunisme comme corollaire.

LE PARTI, VOILÀ L'ENNEMI!

C'est une véritable haine que les CSR vouent à l'idée même de parti politique et donc (et surtout!) au parti de classe car le

« el proletario »

Órgano del
partido comunista internacional
No 4 - Abril de 2014

- Crisis política, crisis económica y crisis proletaria
- La vía tortuosa hacia la reanudación de la lucha de clase
- Huelga de trabajadores de los servicios de limpieza urbana en Madrid. La huelga indefinida, los piquetes, la lucha contra los servicios mínimos... son medios y métodos de lucha que toda la clase proletaria debe recuperar
- A la muerte de Santiago Carrillo (2ª parte)
- ¡Abajo la enésima intervención militar francesa en República Centroafricana! ¡Abajo el imperialismo francés!
- Notas sobre el sindicalismo a base múltiple
- Lampedusa, puerta de un mediterráneo que el capitalismo ha convertido en un infierno para centenares de miles de inmigrantes proletarios, de desheredados y de prófugos provenientes de países devastados por la miseria, el hambre, las guerras de rapiña y la violencia de cualquier tipo
- Vida De Partido. Intervención en la asamblea de parados celebrada en Madrid el 23 de noviembre de 2013

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS ; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

parti «regroupe ses membres sur une base idéologique et affinitaire et non sur des intérêts de classe». Au contraire, les syndicats sont considérés comme «des outils de gestion socialistes. Des outils qui unifient et socialisent réellement contrairement aux autres modèles boiteux: soviets, «État socialiste», coopératives, associations de consommateurs, conseils ouvriers par entreprise...» Et bien entendu, les fractions dans le syndicat sont condamnées car elles «divisent les travailleurs, les syndicats et les luttes». («Une tendance pour sortir de la crise du capitalisme», *Syndicaliste!*, n°40, novembre 2011)

Tous les arguments anticommunistes traditionnels sont ressassés: certains exaltent la prétendue «supériorité» du mouvement ouvrier français face à «un Parti bolchevique russe peuplé d'intellectuels professionnels» (brochure *Des Comités Syndicalistes Révolutionnaires au PCF. Une histoire occultée*, 2010, page 14), d'autres condamnent les communistes comme des «auxiliaires d'un État» (étranger bien sûr !)(page 52).

Les CSR colportent également les calomnies classiques qui condamnent ceux qui se sont opposés au PCF comme des aventu-

riers sans principes. Ses scissions sont présentées comme «le fait de conflits entre fractions de la bureaucratie» menées par des «dirigeants déclassés [qui] préfèrent alors prendre leur autonomie en essayant d'emporter avec eux les forces militantes qui acceptent de les suivre. Le combat idéologique sert ensuite à justifier la stratégie politique précédente et à cautionner la création d'un nouvel appareil» (page 51). Le soi-disant retour au syndicalisme du début du XXe siècle ressemble à s'y méprendre à une répétition des élucubrations de Marchais contre les «gauchistes».

Pas étonnant qu'un des objectifs avoués des CSR est que «les idéologies étatistes (putschistes ou électoralistes) ne triomphent pas». («Une tendance pour sortir de la crise du capitalisme», *Syndicaliste!*, n°40, novembre 2011)

* * *

Autrefois le courant syndicaliste-révolutionnaire comprenait nombre de militants ouvriers révolutionnaires, poussés vers les orientations anti-parti par le réformisme parlementariste du parti socialiste. Ecoeurés par le ralliement des chefs syndicalistes révolu-

tionnaires à l'«union sacrée» avec la bourgeoisie pendant la guerre, et attirés par la révolution en Russie, les meilleurs d'entre eux réussirent un temps à surmonter leurs préjugés pour oeuvrer à la tentative de constitution d'un parti révolutionnaire communiste. Mais aujourd'hui, Les CSR, comme les autres courants syndicalistes-révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes (CNT, Emancipation, ...), témoignent que le syndicalisme révolutionnaire n'est plus qu'une tendance du collaborationnisme, aussi dangereuse que les autres.

Pour conclure, nous nous contentons de reproduire ce que nous écrivions il y a 50 ans sur ce courant :

«Le syndicalisme révolutionnaire est bel et bien mort en 1914, mais non pas toutes les conceptions qu'il a inspirées et qui nient la dictature du prolétariat en prônant les «conseils d'usine», la «gestion ouvrière» et autres formules semblables. Cette déviation «au second degré» a infesté tout le mouvement communiste [...] D'autre part, existe-t-il un seul mot d'ordre dans tout l'arsenal théorique du syndicalisme qui ne soit devenu une arme du capitalisme, soit pour convaincre les

ouvriers que, grâce à ces mots d'ordre leur révolution est déjà faite, soit pour les persuader que, devenant leur propre patron grâce à la gestion de l'entreprise, cette révolution est devenue inutile? Dans un cas comme dans l'autre, cela n'est dit que pour les détourner de la lutte politique pour la prise du pouvoir et l'établissement de leur dictature de classe...

Pour tous les philistins modernes, il semble que, de la joute historique entre syndicalistes et «apparentés» d'une part, marxistes de l'autre, les premiers soient définitivement sortis vainqueurs. Leurs mots d'ordre «gestionnaires» gagnent partout du terrain [...] C'est en réalité d'une façon plus dialectique qu'il faut voir les choses et, pour nous, la cause est entendue, mais d'une manière toute différente: c'est le syndicalisme comme formule de libération prolétarienne qui est battu. Précisément parce que la dictature du prolétariat n'existe plus nulle part et parce que toutes les formules syndicalistes ne triomphent que comme mots d'ordre des divers complices de la domination bourgeoise.»

«Alfred Rosmer», *Programme communiste*, n°28, 1964

A propos du 8 mars, «la journée de la femme»

Sur le n° 510 du Prolétaire, nous avons publié un article intitulé: «Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste». Nous voulions rappeler que le 8 mars, devenu aujourd'hui la banale «journée de la femme», était en réalité née comme une journée prolétarienne, anti-bourgeoise, avant d'être récupérée et célébrée rituellement par les bourgeois, les démocrates et les médias capitalistes du monde entier.

Un lecteur nous a signalé que l'origine de cette journée, telle que nous l'avions exposée en suivant les explications habituelles, ne correspond pas à la réalité: la journée internationale n'a en effet pas pu être décidée en 1910 à la mémoire des 129 ouvrières qui avaient péri en 1908 dans l'incendie de leur usine new-yorkaise, pour la bonne raison que cet épouvantable incendie où périrent probablement 146 personnes, pour l'essentiel des ouvrières immigrées italiennes, eut lieu le 25 mars 1911!

Les recherches sur l'origine du 8 mars montrent qu'une série d'affabulations à ce sujet ont été diffusées par les organisations staliniennes à partir des années cinquante: l'existence même d'une grève violemment réprimée d'ouvrières new-yorkaises de la confection le 8 mars 1857, qui aurait été citée par la presse du PCF en 1955 comme étant à l'origine de cette journée, est rejetée par la plupart des auteurs à cause de l'absence de tout document sur cet événement. De même la réalité d'une grève d'ouvrières (et non l'incendie d'une usine) en mars 1907 à New-York qui est parfois citée comme l'origine véritable du 8 mars, est également mise en doute.

En août 1910, lors de la deuxième Conférence internationale des femmes socialistes qui se tenait à Copenhague juste avant le Congrès de la Deuxième Internationale, la socialiste allemande Clara Zetkin fit la pro-

position de l'organisation d'une journée internationale des femmes, en prenant exemple sur ce que faisait le Parti Socialiste Américain. Ce dernier avait été encouragé dans cette voie (1) par la Première Conférence, organisée à l'initiative de Zetkin en 1907, en marge du Congrès de Stuttgart. Mais aucune date précise n'avait été fixée pour cette journée internationale. En 1912 des meetings de femmes social-démocrates se tinrent dans toute l'Allemagne le 12 mai (2). En 1913 des manifestations de femmes socialistes eurent lieu le 9 mars (date choisie en mémoire de la Commune de Paris) en Autriche, Hollande, Suisse et Allemagne, tandis que des meetings avaient déjà été organisés le 2 mars en Russie (Saint Petersburg) et en Allemagne (3). En 1914 une «grande manifestation internationale» fut organisée le 9 mars à Paris par le parti socialiste (4) alors que des manifestations et meetings avaient eu lieu le dimanche 8 mars en Allemagne et dans d'autres pays. La guerre mit fin provisoirement à ses manifestations; mais le 8 mars 1917 des ouvrières du textile de Saint Petersburg décidèrent de se mettre en grève le 8 mars, pour la Journée Internationale des Femmes, bien que l'organisation locale du parti bolchevik ait considéré l'initiative comme trop risquée, prévoyant seulement des distributions de tracts et des réunions. En fait cette grève spontanée et la manifestation des ouvrières (rejointes par des milliers de leurs camarades masculins) allait constituer le début de la révolution russe (5).

Après la guerre et l'établissement du pouvoir prolétarien en Russie, une résolution de la Deuxième Conférence Internationale des Femmes Communistes, réunie à Moscou en juin 1921 à la veille du Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, décida d'adopter définitivement le 8 mars comme date de la «Journée internationale de l'ouvrière» en hommage à l'action des ouvrières de Saint Petersburg (6).

Si l'histoire réelle des origines du 8 mars n'est donc pas conforme à ce que nous avons écrit dans notre article, il reste que cette journée était bien initialement une «journée prolétarienne et communiste», une journée de **lutte de classe** avant qu'elle se transforme en ce qu'elle est devenue aujourd'hui, une journée purement démocratique, une mascarade inoffensive pour l'ordre bourgeois. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

(1) cf Meredith Tax, «The Rising of Women», Monthly Review Press, New-York - London 1980, p. 185.

(2) cf *Bulletin périodique du Bureau*

Socialiste International, n° 10 (4e année), Minkoff Reprint, Genève 1979.

(3) cf *Bulletin...* n°11, ibidem.

(4) cf *L'Humanité*, 8/3/1914. Consultable en accès libre sur gallica.bnf.fr. Le meeting était présidé par Louise Saumoneau, dirigeante du Groupe des Femmes Socialistes - un poste dont elle démissionna à la fin de l'année à la suite de son opposition à l'orientation pro-guerre du Groupe. Bien qu'elle ait été après-guerre parmi les dirigeants du «Comité pour la troisième Internationale», Saumoneau fit partie au Congrès de Tours de la minorité de droite qui

refusa l'adhésion au Parti Communiste.

(5) cf Trotsky, «Histoire de la révolution russe», Tome 1, p. 143, Ed. du Seuil 1967. Dans l'ancien calendrier tsariste en vigueur avant la révolution, cette date est le 23 février, et la révolution est dite «de février».

(6) Le compte-rendu des travaux de cette Conférence a été publié sur le journal quotidien (en français) édité à l'occasion du Congrès, *Moscou, organe du 3e Congrès de l'Internationale Communiste*, n°16, 17, 18, 19, 20 et 21 (12 au 19 juin 1921), reprint Feltrinelli 1967. Pour réfuter l'allégation très répandue selon laquelle la date du 8 mars aurait été fixée par un «décret de Lénine», il n'est peut-être pas inutile de préciser que ni Lénine, ni Zinoviev ne purent assister à la Conférence.

En Argentine, le trotskisme et la dette

La dette «souveraine» (ou «publique») de l'Argentine est revenue cet été sur le devant de la scène économique, après que deux fonds (NML Capital et Aurelius Capital Management) aient obtenu d'un juge américain que l'Etat argentin leur paye l'intégralité de la part de la dette qu'il détienne, soit 1,3 milliards de dollars. On peut se rendre compte de l'énormité du profit attendu quand on sait que ces fonds justement dits «vautours» avaient acheté il y a quelques années des titres de cette dette pour quelques dizaines de millions de dollars à peine. Après la crise de 2001, en effet, l'Argentine s'était trouvée incapable de payer sa dette extérieure. Après de longues négociations qui ont duré plusieurs années, elle avait conclu des accords pour régler sa dette avec une décote d'environ 70% avec la plupart de ses créanciers, trop heureux d'encaisser finalement quelque chose, à l'exception d'une poignée de fonds vautours. Grâce à ces accords, l'Argentine a pu ramener le pourcentage de sa dette par rapport au PIB, de 130% en 2000 à environ 47% en 2013; en outre maintenant près de la moitié de celle-ci est entre les mains d'organisations ou sociétés étatiques argentines. Mais si l'Etat argentin décidait de respecter le jugement américain, ses autres créanciers seraient fondés à demander, eux aussi, le paiement intégral des titres de dette dont ils sont en possession. La facture se monterait alors en dizaines de milliards de dollars et l'on se retrouverait dans la situation antérieure, alors même que le pays vient d'entrer en récession et qu'il souffre d'un déficit budgétaire et commercial: l'Etat argentin serait incapable de payer. Il manœuvre donc pour éviter d'avoir à rembourser cette dette. Dans une situation de crise économique, de montées des tensions sociales et d'un renouveau des luttes ouvrières, quelle est l'attitude du principal courant qui s'affirme «révolutionnaire», les Trotskistes, divisés en nombreuses organisations?

SUCCÈS ÉLECTORAL

Ils viennent récemment d'enregistrer un réel et important succès électoral. Le Front de Gauche et des Travailleurs (FIT) a fait élire trois députés et a obtenu près de 1,2 million de voix aux élections d'octobre 2013. Dans les provinces de Salta, de Mendoza et de Neuquén, le FIT fait 19%, 14% et 10% des suffrages. Il a recueilli près de 500.000 voix dans la province de Buenos Aires.

Le FIT argentin est un front électoral qui rassemble les principaux courants de l'extrême gauche trotskyste: le Partido de los Trabajadores Socialistas (PTS, lié au Courant Communiste Révolutionnaire du NPA), le Partido Obrero, l'Izquierda Socialista (liée

au Groupe Socialiste Internationaliste dans l'Union Internationale des Travailleurs) et d'autres groupes plus petits comme le Partido Socialista de los Trabajadores Unificados (PSTU).

Le FIT a des prétentions anticapitalistes. Sa déclaration programmatique affirme «qu'il se constitue en défense de l'indépendance politique des travailleurs, face aux différents blocs capitalistes que sont le gouvernement, ses opposants bourgeois et les différentes variantes de centre gauche. Il se constitue donc sur la base d'une orientation ouvrière et socialiste, d'indépendance de classe. Il défend un program-

(Suite en page 8)

Suplemento Venezuela N° 18
al N. 50 de
«el programa comunista»
Marzo de 2014
En este suplemento

- ¿Después de Chávez, qué? De nuevo la figura tutelar del padre salvador -salvador del capitalismo evidentemente...
- Ni el gobierno chavista ni la oposición derechista podrán dar salida favorable a las vicisitudes históricas del capitalismo que sólo el proletariado, con su lucha de clase revolucionaria podrá resolver
- Drizdo Losovsky. Naturaleza del reformismo

Precio del ejemplar: Europa : 0,5 €, 3 FS;
América latina: US \$ 0,5; USA y Cdn: US \$ 1.

En Argentine, le trotskisme et la dette

(Suite de la page 7)

me qui vise à développer les mobilisations des travailleurs et des secteurs exploités contre le gouvernement et le patronat. Le FIT aspire à être une référence politique pour ceux qui luttent pour l'indépendance des syndicats et l'expulsion de la bureaucratie syndicale et de ses gros bras et pour l'indépendance de tout le mouvement populaire vis-à-vis du capital et de son État». («Premier bilan du Front de Gauche et des Travailleurs en Argentine», ccr4.org, 12 septembre 2011)

Son programme se présente selon lui comme «une combinaison de revendications immédiates, sociales et démocratiques, et de revendications transitoires, liées à la perspective stratégique d'un gouvernement des travailleurs.» («En Argentine, la gauche anticapitaliste et socialiste commence à se profiler comme une alternative réelle», entretien avec un dirigeant du PTS, *L'Anticapitaliste*, 6 février 2014).

Les principaux axes de ce programme sont: «salaire minimum égal au coût du panier familial de base [...]; indexation mensuelle des salaires et des retraites; [...] interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois: répartition des heures de travail sans baisse de salaire. A bas la précarisation du travail: contrat à durée indéterminée pour tous. Aucune augmentation des prix: pour l'ouverture des livres de comptes de toutes les concessions; pour la réétatisation sous contrôle des travailleurs et des usagers de l'énergie et des transports, sans indemnisation pour les profiteurs (Repsol, Edenor, Edesur, Cirigliano, Metrovias et d'autres). Pour l'ouverture des livres de comptes et le contrôle ouvrier et populaire des monopoles alimentaires et commerciaux qui fixent les prix».

On retrouve ici un concentré des classiques élucubrations trotskistes aggravées par l'interclassisme (contrôle ouvrier et populaire, ouverture des livres de comptes, nationalisations sous contrôle des travailleurs et des usagers, etc.) auxquelles s'ajoutent «le non-paiement de la dette externe usuraire et frauduleuse, la nationalisation sans indemnisation et le monopole étatique sur les banques et le commerce extérieur» (déclaration du FIT du 28 janvier 2014, *L'Internationnaliste*, mars 2014), c'est-à-dire des revendications de défense du capitalisme national contre ses concurrents étrangers.

Quant au «gouvernement des travailleurs», le flou le plus total règne à son sujet. Le FIT se garde bien de dire qu'un véritable gouvernement des travailleurs ne peut naître que de la révolution; en bon réformiste et électoraliste il affirme qu'il peut être la conséquence de la lutte électorale: «La lutte électorale du FIT est au service d'organiser et d'élever les travailleurs à la lutte pour leur propre gouvernement» (Déclaration programmatique du FIT, 2 mai 2011). Mais la lutte prolétarienne pour le pouvoir ne passe pas par les élections! Ce que le FIT a en tête, ce n'est donc pas la prise révolutionnaire du pouvoir – qui n'est d'ailleurs pas à l'ordre du jour en Argentine – mais un gouvernement de gauche dans le cadre de l'Etat bourgeois, en laissant croire qu'un tel gouvernement pourrait satisfaire les revendications des travailleurs. Eternel mensonge du réformisme...

LE REFUS DE PAYER LA DETTE EST AU CŒUR DE LA PROPAGANDE DES TROTSKISTES

Le PTS le revendique dans le cadre très démocratique d'un «référendum populaire pour que ce soit le peuple qui décide» et au nom d'un «programme intégral de souveraineté nationale contre l'impérialisme» («Le PTS décide de sortir un quotidien et désigne par vote des pré-candidats aux élec-

tions présidentielles», ccr4.org, 26 juin 2014). «Notre objectif est de développer une grande mobilisation anti-impérialiste, de démontrer une fois de plus que la bourgeoisie nationale est incapable de mener un affrontement conséquent contre la soumission à l'impérialisme» (Rapport de Ch. Castillo au Congrès du PTS, 26 juin 2014). Dignes héritiers de Staline, nos trotskystes voudraient donc comme lui «relever le drapeau national que la bourgeoisie a laissé tomber dans la boue»? En tout cas, ils entendent bien pallier à son incapacité supposée à défendre l'intérêt national (qui n'est rien d'autre que l'intérêt du capital): «Et cela, c'est ce que nie la bourgeoisie: prendre le chemin de l'autodéfense nationale» (ibidem)!!!

Pour Izquierda Socialista, ne pas payer la dette permettrait de «reverser ces millions de dollars pour payer la dette sociale envers notre peuple» et cette revendication de non-paiement pourrait aboutir dans le cadre d'un «front de pays latino-américains endettés» et d'un «mouvement national formé par [...] des syndicats du mouvement ouvrier, du mouvement étudiant et des droits de l'homme, des parlementaires et des personnalités anti-impérialistes!» («Pour un mouvement national pour le non-paiement de la dette», *L'Internationnaliste*, juillet-août 2014). Préconiser les objectifs intégralement bourgeois que sont un front d'Etats capitalistes et la lutte pour la «souveraineté nationale» serait bien sûr impossible en se situant sur des positions authentiquement de classe et anticapitalistes, il est donc naturel que ce courant moréniste particulier appelle à la formation d'un mouvement interclassiste national!

Mais le nationalisme le plus exacerbé et le plus répugnant, on le trouve chez le PSTU, un petit groupe qui est la section de la LIT moréniste et qui fait aussi partie du FIT. Le PSTU rappelle son adhésion totale à la Guerre des Malouines en 1982 et il cite fièrement sa prose chauvine de l'époque avec des envolées bellicistes délirantes dans le style «nous sommes à mort avec la nation argentine» ou «Pas question de "mobilisations" défaitistes! [...] Continuer la guerre, maintenant par tous les moyens, sans aucune limitation». Dans le plus sûr style chauvin des renégats du socialisme de 1914, justement fustigés par Lénine et Liebknecht qui proclamait à la face de ces traîtres: notre ennemi est dans notre pays!

Le PSTU fait donc aujourd'hui campagne pour «le retour à la souveraineté des Argentines sur les Malouines» et «la Seconde indépendance, définitive, de nos pays» d'Amérique Latine. En conséquence, ces trotskistes pleurnichent dans les jupons de la présidente argentine pour «exiger de la Présidente Kirchner qu'elle cesse les discours et prenne des mesures concrètes, réelles, contre les intérêts de l'impérialisme anglais» et ils «exhort[ent] le gouvernement de Cristina Kirchner à exproprier les entreprises anglaises en Argentine, à confisquer leurs banques et à ne plus payer un cent de la dette frauduleuse aux pirates» («Les îles Malouines sont argentines!», déclaration de la LIT, 22 février 2012). Le PSTU accuse aujourd'hui C. Kirchner d'abandonner la souveraineté nationale au profit des multinationales et des banquiers américains («El kirchnerismo somete al país a la justicia yanqui», www.pstu.com.ar)...

Les courants trotskistes qui ne participent pas au FIT en partageant l'essentiel des orientations politiques.

Le MST (lié au groupe français *La Commune* qui a participé à la fondation du NPA avant de le quitter en juin dernier) met aussi en avant le non paiement de la dette pour financer des investissements et des amortisseurs sociaux dans le cadre du capitalisme («Plata para trabajo, salud y educación:

Ni un peso para la deuda», *Alternativa socialista*, 10 juillet 2014). Ce MST participe à «une alliance sur des bases anti-impérialistes et antilibérales» avec «celles et ceux qui ont choisi de rompre par la gauche avec le kirchnerisme sans pour autant s'affirmer comme anticapitalistes ou révolutionnaires» («Argentine: une alliance anti-impérialiste et antilibérale pour reprendre l'offensive», *Tout est à nous!*, 18 avril 2013), c'est-à-dire un cartel électoral avec des forces ouvertement bourgeoises comme les péronistes de gauche. Ce n'est pas étonnant, son programme étant 100% bourgeois: récupération des ressources naturelles, développement de l'industrie, contrôle du commerce extérieur, défense d'une monnaie nationale forte et «construction d'un Etat souverain et démocratique» («Le score de Pino Solanas et du MST aux élections à Buenos Aires ou comment faire tout un cinéma», ccr4.org, 24 juillet 2011). La construction d'un Etat bourgeois, dans un pays déjà capitaliste depuis plus d'un siècle, voilà la dernière renversante nouveauté chez les trotskystes!

Le nouveau MAS (lié au groupe *Socialisme ou Barbarie*, courant du NPA) revendique lui aussi le refus de payer la dette parmi ses mots d'ordre centraux. Il se contente de reprocher au FIT de proposer un référendum au lieu d'une mobilisation de rue (*Socialismo o Barbarie*, supplément, 26 juin 2014).

* * *

A aucun moment, les multiples variétés du trotskisme argentin ne se placent sur le terrain de classe. La révolution, le renversement du capitalisme, la destruction de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat sont des objectifs qui leur sont totalement étrangers.

Leur défense commune de l'économie nationale au nom de l'«anti-impérialisme» et la volonté de mettre en place un capitalisme plus «social» font de ces courants des forces anticommunistes qui, inévitablement, s'opposent au renversement du capitalisme et à la destruction de l'Etat bourgeois. Dès aujourd'hui ils représentent des impasses pour les militants et les prolétaires d'avant-garde à la recherche de positions authentiquement marxistes et ils sont autant d'obstacles sur la voie de la constitution du parti de classe.

Cen'est pas l'endettement de l'Etat bourgeois que doivent combattre les prolétaires, c'est l'exploitation capitaliste. Cette exploitation s'accroît car la crise économique contraint toutes les bourgeoisies à restaurer leur taux de profit. Cette crise économique est une crise de surproduction dont la crise d'endettement des États n'est qu'une conséquence.

Que la bourgeoisie paie sa dette, qu'elle obtienne un moratoire, qu'elle mette en place un audit ou qu'elle refuse de payer, cela ne changera pas grand chose à la situation des prolétaires: ils seront toujours pressurés pour assurer les bénéfices des capitalistes en Argentine (que ce soit des capitalistes nationaux ou étrangers) et aider au rétablissement des finances de l'Etat.

Le paiement de la dette de l'Etat signifie qu'une partie des profits extorqués aux prolétaires va aux capitalistes financiers, nationaux ou étrangers, à qui l'Etat a emprunté, au lieu de rester dans les poches de celui-ci. La répartition entre les différents bandits capitalistes de ce qui leur a été extorqué est d'importance secondaire pour les prolétaires. Cependant la bourgeoisie et l'Etat essaieront de lui faire payer la part qu'ils sont obligés de rétrocéder aux capitalistes étrangers, les petits-bourgeois eux-mêmes étant touchés par les inévitables augmentations d'impôts et de taxes destinées à équilibrer les comptes étatiques.

C'est pourquoi les couches petites-bourgeoises, naturellement imprégnées jusqu'à la moelle de nationalisme et qui ne veulent évidemment absolument pas toucher aux fondements du capitalisme, mettent au premier plan la question de l'endettement étatique, en rêvant à un capitalisme équitable et démocratique, à un Etat juste et

impartial. Les prolétaires, eux, n'ont qu'une réponse à avoir: lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat!

Ce n'est qu'en rompant avec les orientations réformistes petites-bourgeoises et les partis qui les diffusent, à commencer par les Trotskystes, ce n'est qu'en rompant avec la collaboration de classes, qu'elle essaye de se justifier par la défense de la souveraineté nationale ou de la démocratie, ce n'est qu'en prenant la voie de la lutte pour leurs seuls intérêts de classe, que les prolétaires pourront constituer leur force révolutionnaire capable non seulement de résister aux attaques du capitalisme, national et international, mais, en collaboration avec leurs frères de classe du monde entier, de passer ensuite à l'offensive pour le renverser à jamais.

«el programa comunista» N°50, Septiembre de 2013

- Presentación
- Bajo el mito de la Europa unida se incuban los antagonismos entre las potencias imperialistas y maduran, inexorablemente, irremediables enfrentamientos que llevan hacia la tercera guerra mundial si la revolución proletaria no lo impide
- La «cuestión china» (II)
- Amadeo Bordiga - Siguiendo el hilo del tiempo: La doctrina del diablo en el cuerpo
- Las dos caras de la revolución cubana
- El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (2) (Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1° de mayo de 1967)

REVISTATEÓRICA

Precio del ejemplar: 3 €; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs.
Precio solidario: 6 €; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs.
Suscripción: el precio de 4 ejemplares.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Toisième liste 2014

Alain: 28,50 / Eric: 8,50 / François: 7,50 / Gilbert: 42,50 / Paris: 600,00 / Victor: 65,00
Total liste: 753,00
Total général: 4442,50

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**